

## GRÈVE DE L'ÉDUCATION

# Suivi partiel et guerre des chiffres

**Les sept syndicats de l'éducation sont passés à l'action hier. Au premier jour de la grève, le taux de suivi a fait l'objet de la traditionnelle guerre des chiffres : plus de 70% pour les syndicats contre 11% pour la tutelle. La journée d'aujourd'hui sera également placée sous le signe du débrayage.**

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Au premier jour de la grève à laquelle a appelé l'Intersyndicale de l'éducation, satisfaction dans les rangs des syndicats mais également dans celui de la tutelle mais pas pour les mêmes raisons. Les syndicats se félicitent de la forte mobilisation de leurs troupes et avancent un taux de suivi de plus de 70% au moment où Nouria Benghebrit affirmait que la grève n'avait mobilisé que 11% des enseignants.

La ministre de l'Education s'est d'ailleurs félicitée du sens des responsabilités des enseignants n'ayant pas répondu à l'appel de leurs syndicats. Sur le terrain et en fonction des wilayas, la grève a été différemment

suivie. Dans la capitale, le suivi était différent d'un quartier à un autre. Au moment où les élèves de plusieurs écoles de l'ouest d'Alger ont dû, dès le matin, rebrousser chemin, ceux d'Alger-Centre ont pu normalement suivre les cours.

Dans un communiqué rendu public hier, l'Intersyndicale s'est félicitée de la mobilisation de l'ensemble des corps du secteur de l'éducation, rappelant que ce débrayage n'était qu'un avertissement à la tutelle.

Cette dernière, considèrent les syndicats, a disposé d'assez de temps pour répondre aux attentes des fonctionnaires du secteur mais n'a, selon eux, pas répondu favorablement à une grande majorité de

leurs revendications.

Demain, les adhérents des sept syndicats membres de la coordination de l'éducation seront à nouveau en grève. Un mouvement de protestation qui n'a pu être évité en dépit des tentatives de la ministre de l'Education de le contenir.

Nouria Benghebrit a joué toutes ses cartes y compris celle de la révision du statut particulier mais pas sans conditions. Aux syndicats qui militent depuis des années pour la réouverture de ce dossier, elle a lancé un message très clair : oui pour la révision de certains aspects du statut particulier mais pas sous la pression de la grève mais également avec un agenda s'étendant à cinq années.

Des propositions, bien qu'applaudies par les syndicats, qui n'ont malheureusement pas pu éviter le débrayage. Les syndicats sont restés accrochés à des promesses contournées dans des procès-verbaux anté-



Photo : DR

Les élèves de nouveau pénalisés.

rieurs mais jamais satisfaites. C'est notamment le cas pour les incidences financières des promotions des enseignants et de la réhabilitation des intendants. Les appels à la

raison lancés par la ministre de l'Education sont restés vains face à la détermination et au jusqu'au-boutisme des syndicats.

N. I.

## SOUS L'ÉGIDE DU SATEF

# Un regroupement national de retraités de l'éducation en gestation

**Un regroupement autonome de retraités de l'éducation est en gestation à Tizi-Ouzou. Regroupés sous l'égide et sous la bannière du Satef, syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation, les initiateurs de cette démarche disent avoir entrepris des contacts à travers de nombreuses wilayas pour donner une envergure nationale à ce cadre organisationnel auquel ils ont donné la dénomination provisoire de Regroupement des retraités de l'éducation.**

L'annonce de l'initiative lancée par ce groupe de cadres de l'éducation à la retraite a été faite hier, lors de la conférence de presse organisée par le Satef. La défense des droits moraux et matériels des retraités de l'éducation est l'objectif principal de ce regroupement syndical corporatiste qui met en avant trois revendications essentielles, à savoir l'accès et le bénéfice des prestations

des œuvres sociales de l'éducation, au même titre que les travailleurs en activité, garder le logement de fonction tant que le retraité n'a pas où habiter, et enfin, bénéficier du droit d'être reçu au niveau des différents services des Directions de l'éducation.

«Nous appelons tous les retraités de l'éducation à se joindre à nous pour défendre nos droits et notre

dignité en se rapprochant des structures du Satef», écrivent les auteurs de cette initiative qui espèrent fédérer l'ensemble des retraités au niveau national autour de cette structure dont on ne sait pas s'ils vont toujours activer sous la bannière du Satef.

Un syndicat dont les cadres se sont longuement exprimés devant les journalistes sur la grève de deux jours que l'intersyndicale de l'éducation a lancé depuis hier, et ce, en dépit des assurances et des appels à la concertation lancée par la ministre de tutelle.

Reconnaissant l'inclination au dialogue de M<sup>me</sup> Benghebrit, Boualem Amoura, secrétaire général du Satef et tout en réfutant le jusqu'au boutisme qui anime les syndicats qui appellent à la grève, déplore l'absence d'un agenda de mise en œuvre des revendications dont la plupart sont

acceptées selon la ministre de l'Education. «Nul ne peut nier l'ouverture au dialogue et la disponibilité affichée envers les partenaires sociaux par la ministre mais pour quel résultat ? Le dialogue n'est pas fructueux et est sans résultat», déclare le SG du Satef qui s'interroge : «Pourquoi la ministre donne-t-elle une échéance pour la réouverture du dossier du statut particulier et ne fait pas de même pour les autres revendications ?», s'interroge B. Amoura, qui estime que «le gouvernement a peur de rouvrir le dossier du statut particulier de peur de l'effet boule de neige et de voir les autres secteurs de la Fonction publique suivre l'exemple des fonctionnaires de l'éducation», tente d'expliquer l'orateur qui reproche, sans le dire au gouvernement, de tergiverser et d'essayer de gagner du temps. «Le refus de réviser le statut particu-

lier répond à des impératifs financiers qui sont posés par le ministère des Finances», fera encore remarquer le syndicaliste du Satef qui ressort une ancienne revendication chère à ce syndicat, demandant la constitution d'une commission d'enquête ministérielle sur la gestion passée et actuelle des œuvres sociales de l'éducation, parlant «de gestion catastrophique et caractérisée par la dilapidation» de la part des membres au niveau national et des wilayas de la commission des œuvres sociales dont le Satef revendique une nouvelle forme de gestion basée sur l'autonomie des commissions de wilaya.

«La commission nationale est budgétivore ; Il faut confier la gestion aux commissions de wilayas qui ont leurs spécificités», a considéré le secrétaire général du Satef.

S. A. M.

### ORAN

## Un taux de suivi entre 60 et 80%

A l'instar des autres wilayas, les sections syndicales de l'éducation au niveau d'Oran ont suivi hier le mot d'ordre de grève qui se poursuivra jusqu'à aujourd'hui. Pour les représentants des syndicats grévistes, les derniers appels à la raison de M<sup>me</sup> Benghebrit, la ministre de l'Education nationale, ont au contraire permis une meilleure mobilisation des enseignants, «car tous n'approuvent pas ses propos», nous dit-on.

Durant la première journée de grève, des assemblées générales ont eu lieu au niveau des établissements regroupant enseignants, corps commun et administratif.

Pour le représentant du CLA à Oran, le taux de suivi a atteint plus de 80%, le représentant du Snapest l'estime autour de 65%, précisant qu'au niveau de certains établissements, la mobilisation a atteint parfois les 100% comme c'est le cas aux Castors, ou encore dans des établissements à El Marsa et Souiah El-Houari. Jusqu'en milieu d'après-midi, aucun incident n'a été signalé.

Hier, les protestataires affichaient une grande détermination à mener à bout leurs revendications qui ne trouvent aucun écho auprès de leur tutelle. A la tête de ces revendications, le dossier du statut particulier des enseignants, tout en dénonçant les conditions socioprofessionnelles.

A. B.

### SÉTIF

## Moins de 3% de grévistes

**La grève de deux jours à laquelle a appelé la Coordination des syndicats de l'éducation (CSE) est faiblement suivie à Sétif, en ce premier jour de débrayage.**

Les chiffres communiqués par le responsable de la communication de la Direction du secteur, corroborés par les constatations faites dans plusieurs établissements de la ville, font état d'un taux de suivi moyen de 2,58 %

pour les enseignants des deux paliers (primaire et moyen).

En effet, le personnel pédagogique et enseignant des cycles moyen et primaire de la wilaya n'a pas suivi le mot d'ordre lancé par l'Intersyndicale de l'éducation nationale, et les cours ont été dispensés aux élèves le plus normalement dans la majorité des écoles et collèges de la wilaya de Sétif.

Aucune perturbation n'a été enregistrée hier, premier jour de grève, ce qui démontre que ce débrayage est resté particulière-

ment sans écho. Notons que la CSE, qui regroupe sept syndicats, avait appelé à une grève les 10 et 11 février pour demander une révision des statuts des différents corps de l'éducation nationale dans un souci d'équité et de justice en matière de classement, de promotion, de réintégration et des postes nouvellement créés.

La CSE regroupe sept syndicats, en l'occurrence le Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest), le

Conseil national élargi des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest), l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (Unpef), le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTÉ), le Syndicat national des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef), le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap) outre le syndicat du Conseil des lycées d'Alger (CLA-non agréé).

Imed Sellami

### BÉJAÏA

## La grève diversement suivie

**La consigne de grève nationale de deux jours lancée, depuis hier, dans le secteur de l'éducation par sept syndicats du secteur avec, comme revendication majeure, la révision du statut particulier de l'enseignant, a été diversement suivie à travers les établissements scolaires de la wilaya de Béjaïa.**

Si le syndicat SNTÉ avance un taux de suivi de 83% par ses adhérents, pour la Direction de l'éducation, les premières estimations montrent un taux de participation à cette première journée

de débrayage se situant entre 12 et 15%, a-t-on appris d'une source de l'académie de Béjaïa. «Le taux de participation se situe entre 12 et 15% dans la wilaya selon une analyse des informations qui nous sont parvenues au milieu de la journée des différents établissements.

Le taux réel de suivi de la grève pour ce premier jour ne sera néanmoins définitivement connu qu'en fin d'après-midi après avoir regroupé toutes les informations», a précisé un responsable au niveau de la Direction de l'éducation.

Il convient néanmoins de noter que, contrairement aux précédents mouvements de protestation observés dans le secteur de l'éducation,

le mot d'ordre de grève de l'Intersyndicale n'a pas eu l'écho escompté hier à Béjaïa, a-t-on pu constater, notamment au chef-lieu de wilaya.

Les enseignants semblaient partagés par l'appréciation du mouvement de grève de l'Intersyndicale, à l'exemple du CEM Ibn-Badis où 13 sur les 18 enseignants que compte l'établissement ont travaillé. A l'intérieur de la wilaya, le même constat est établi. A Akbou, Sidi-Aïch, El-Kseur et dans de nombreuses autres localités de la vallée de la Soummam et du Sahel, la majorité du corps enseignant a visiblement tourné le dos à l'Intersyndicale, en assurant normalement les cours.

A. Kersani